

Déclaration liminaire

CTSD du 14 janvier 2020

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Une personne que j'apprécie beaucoup portait à ma réflexion au début des vacances scolaires d'été cette citation : "Carpe Diem" qui signifie "cueille le jour sans te soucier du lendemain".

Je suis donc parti en vacances avec ce conseil en tête et, après une longue réflexion, en suis arrivé à cette simple conclusion : pour pouvoir profiter de l'instant présent, il me faut savoir l'instant suivant préparé. Et préparé à tous niveaux.

Ce qui m'a amené fort logiquement à réfléchir sur mes engagements. Passons outre cogitations et aléas pour aller directement à la conclusion, du moins pour la partie qui nous concerne.

Le travail qui se fait dans les instances dont le CTSD ne se doit de cristalliser des positionnements politiques et/ou idéologiques. Il se doit au contraire de permettre de confronter des analyses tant politiques qu'idéologiques portées par le constat des besoins réels sur le terrain. Ainsi, chacun doit s'imprégner de l'environnement sous un angle différent pour permettre une optimisation des moyens dans l'objectif d'une efficacité optimale de ceux-ci et apporter à chacun, usagers mais aussi agents et agents du service public d'éducation, des conditions de travail les meilleures possibles. Les meilleures possibles ou les moins mauvaises possibles, c'est selon sa propre perception d'une réalité en demi-teintes.

Sous un angle différent... Différent avec un T et pas différend avec un D Madame l'Inspectrice d'Académie.

Or votre absence ou votre présence fugace systématiques lors des CAPD interroge car vos prédécesseurs nous avaient plutôt habitués à leur présence, montrant ainsi un sens avéré du paritarisme comme une volonté d'un dialogue social constructif.

Or vous refusez systématiquement de modifier une date d'une instance ou d'un GT quand une organisation syndicale le demande en raison de votre agenda trop contraint. A noter que les organisations syndicales doivent adapter des agendas tout aussi contraints aux nombreuses modifications de dates imposées ou aux invitations tardives que vous leurs faites parvenir. Les exemples foisonnent depuis quelques mois.

Or le temps du débat lors de ce CTSD bilan de rentrée sera réduit au strict minimum légal. Ce n'est pas faute de vous en avoir fait la remarque et avoir demandé de le porter à une journée comme jusqu'alors. Agenda trop contraint paraît-il... A croire que cette instance n'est réunie que pour répondre à une obligation purement légale.

Or nous avons dû constater que lors du dernier CTSD concernant les mesures de carte scolaire, le 6 juin 2019, vous avez choisi différend avec un D et pas avec un T. En ne laissant aucune marge de manœuvre sur les décisions à acter, vous avez choisi de nier le rôle de cette instance et, plus encore, celui des représentants du personnel. Sans doute pour apurer les débats en raison d'un agenda trop contraint...

Nous ne pouvons donc rester que dubitatifs quant à l'intérêt très relatif que vous semblez accorder au dialogue social.

Vous devez et devrez porter les conséquences de ce choix politique qui vous incombe. La collaboration active et effective entre services et représentants du personnel du SE-Unsa risquerait fort de s'en ressentir, ce que nous ne pouvons que déplorer puisque nous avons toujours œuvré de concert avec ces professionnels dont la compétence et le charisme sont exemplaires.

Quant à la rentrée puisque nous sommes bien présents pour en faire un bilan, notre constat sera bien plus mitigé que le vôtre et en voici quelques raisons.

Les remontées sont nombreuses quant aux notifications MDPH non respectées ou avec un accompagnement insuffisant pour permettre une inclusion réussie. La mise en place des PIAL faute de moyens ne pourra apporter des réponses adaptées. Ce ne sera qu'un intermédiaire de plus entre vous et usagers comme enseignants, envoyant un collègue au front en lieu et place des décideurs. Les situations dramatiques dans les écoles se multiplient, nous les avons collégialement dénoncées, les trop nombreuses fiches de registre SST en sont la preuve. La solution que vous avez évoquée lors d'une audience consistait à conseiller aux collègues de saisir leur ERH afin de mettre en place une ESS d'urgence. Solution non confirmée par la suite d'ailleurs puisque vous avez fermement refusé de l'indiquer dans le relevé de conclusion diffusé avant même signature des représentants du personnel. Dialogue social encore une fois méprisé...

Mais les ERH sont déjà surchargés et usés ; ils ne peuvent même pas assurer l'ESS annuelle pourtant obligatoire textuellement pour chacun des élèves qu'ils suivent. Et vous en êtes informée sans que pourtant cela ne retienne votre attention.

D'autres remontées concernent le choix des méthodes pédagogiques, en particulier pour la lecture en CP. Un choix qui n'en est souvent plus un mais qui est "imposé" par certains IEN et conforme aux desideratas ministériels. Liberté pédagogique strictement encadrée...

Dans le même ordre d'idée, des collègues en classes dédoublées n'en peuvent plus des nombreuses visites dans leur classe comme des nombreuses réunions imposées par ce dispositif. Cette pression constante est contreproductive et nuit aux avantages indéniables liés à cette disposition sans l'accompagnement, hélas mais certes habituel, de moyens suffisants pour ne pas devoir déshabiller Pierre pour habiller Jacques.

Le constat pour le bilinguisme n'est guère plus brillant. Chacun est appliqué à développer cette organisation mais les moyens humains formés ne suffisent pas. Donc l'administration a recours à des contractuels parfois même recrutés via des appels sur les radios locales. Quand il y a demande politique, on met en place et seulement ensuite on regarde comment on va pouvoir faire. Fatalement, on ne peut que bricoler. Ne met-on pas encore et toujours la charrue avant les bœufs ? Faut-il perpétuellement faire toujours plus avec toujours moins ?

Parlons maintenant de l'état du remplacement. De nombreuses circonscriptions sont sous tension puisque les moyens manquent cruellement et ceci depuis plusieurs semaines déjà. La période critique ne se situe plus en janvier et février ; elle commence dès octobre et se termine bien après l'arrivée du printemps. L'arrivée de renforts via les collègues travaillant à 80% est une petite bouffée d'oxygène certes, mais nous doutons qu'elle soit suffisante pour pallier aux besoins réels. Enfin le "nous doutons" n'est qu'un doux euphémisme...

De ces dysfonctionnements découle une réalité immédiate à laquelle il faudra apporter des réponses rapides et pérennes : enseignants épuisés, directeurs proches de l'asphyxie et donc écoles sous haute pression. La mise en place d'une RH de proximité, dont vous allez nous parler j'imagine, va-t-elle être la solution miracle ?

Comme un CTSD bilan se doit aussi de préparer la rentrée suivante, nous vous demanderons comment vous envisager de répondre à la fois aux difficultés actuelles et à celles engendrées par les nombreuses sollicitations ministérielles que nous apprenons souvent par le biais des médias. Il va en falloir des moyens pour la mise en place de la limitation à 24 élèves par classe en ce qui concerne les GS, les CP et les CE1. Il en faudra d'autres encore pour le dédoublement des GS en éducation prioritaire.

Quels moyens ? Quelles priorités ? Nul doute que, malgré votre agenda si contraint, vous ne manquiez de répondre en fin de séance aux nombreuses questions que nous vous avons fait parvenir en amont.

Le CTSD de février, repoussé à fin mars en raison des élections municipales, comme le CDEN consacrés à la carte scolaire risquent d'être très animés.

A moins que d'ici là vous ne nous annonciez de bonnes nouvelles. Hélas, ne croyant plus au Père Noël depuis quelques années...

Je vous remercie.